

RCS : LORIENT Code greffe : 5601

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LORIENT atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1969 B 00034 Numéro SIREN : 869 500 348 Nom ou dénomination : 3.C.
--

Ce dépôt a été enregistré le 02/08/2021 sous le numéro de dépôt B2021/006156

3.C.
Société par Actions Simplifiée
au capital de 609.796,07 euros
Siège social : Port Goulphar
56360 BANGOR
869 500 348 RCS LORIENT

COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

Certifiés conformes

DocuSigned by:

F1C879C708D3461...

Le Président
SAS Ô VOYAGEURS
Représentée par son Président
SAS BEAUVAU CAPITAL
Elle-même représentée par
Son président, M. Benoît PÉTIN

COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Comptes annuels

Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brvts, licences, logiciels, drts & val.similaires	32 891	32 352	539	749
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 291	1 071	220	528
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	95 306	20 517	74 788	75 115
Constructions	1 336 985	917 046	419 939	455 706
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 631 397	1 254 695	376 702	353 493
Autres immobilisations corporelles	723 125	598 966	124 159	86 794
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	2 000		2 000	2 000
Créances rattachées aux participations	4 986 427		4 986 427	4 761 208
Autres titres immobilisés	1 453		1 453	1 453
Prêts				
Autres immobilisations financières	83 333		83 333	83 333
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 894 209	2 824 648	6 069 560	5 820 378
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	179 354		179 354	164 796
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	73 070		73 070	145 524
Autres créances	425 642		425 642	279 803
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 855 464		1 855 464	1 280 792
Charges constatées d'avance (3)	88 412		88 412	175 396
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 621 943		2 621 943	2 046 311
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL GENERAL	11 516 152	2 824 648	8 691 504	7 866 688
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

Bilan passif

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	609 796	609 796
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 980	60 980
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 906 278	1 906 278
Report à nouveau	666 755	-10 000 000
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-535 093	10 666 755
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	45 768	45 768
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 754 484	3 289 577
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 522 713	120 676
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 235 104	3 202 995
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	306 883	347 963
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 507	470 527
Dettes fiscales et sociales	632 133	382 844
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	22 679	52 107
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	5 937 020	4 577 111
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 691 504	7 866 688
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 725 786	3 222 621
(1) Dont à moins d'un an (a)	904 351	1 006 528
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	1 779 961	2 273 670
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	2 694 543	3 514 847
Chiffre d'affaires net	4 474 504	5 788 516
<i>Dont à l'exportation</i>	<i>-70 769</i>	<i>7 168</i>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	96 475	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		178 194
Autres produits	1 981	111
Total I	4 572 960	5 966 821
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	656 030	772 876
Variations de stock	-12 982	-6 091
Achats de matières premières et autres approvisionnements	89 025	123 786
Variations de stock	-1 576	-32 524
Autres achats et charges externes (a)	2 091 965	2 113 367
Impôts, taxes et versements assimilés	143 504	123 096
Salaires et traitements	1 735 983	1 939 702
Charges sociales	340 043	624 249
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	115 377	329 671
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	5 191	4 910
Total II	5 162 560	5 993 040
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-589 600	-26 219
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		2
Autres intérêts et produits assimilés (3)	55 237	18 039
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	55 237	18 041
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	32 709	45 771
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	32 709	45 771
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	22 527	-27 730
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-567 072	-53 950

Compte de résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	32 027,36	21 441,84
Sur opérations en capital		14 049 114,63
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		1 358 392,38
Total produits exceptionnels (VII)	32 027,36	15 428 948,85
Sur opérations en capital	48,00	4 689 254,97
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		18 989,26
Total charges exceptionnelles (VIII)	48,00	4 708 244,23
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	31 979,36	10 720 704,62
Total des produits (I+III+V+VII)	4 660 224,05	21 413 810,14
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 195 317,11	10 747 055,15
BENEFICE OU PERTE	-535 093,06	10 666 754,99

COMPTES ANNUELS

2020

Période du 01/01/2020 au 31/12/2020

Annexe

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS 3.C

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 8 691 504 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 535 093 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/05/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.

Règles et méthodes comptables

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Faits caractéristiques

Autres éléments significatifs

1- Impact de la crise sanitaire Covid-19

La propagation du virus Covid-19 à l'échelle mondiale ainsi que les mesures prises par les gouvernements pour freiner son expansion (notamment l'interdiction de voyager, les fermetures de frontières et les mesures de confinement) ont brutalement affecté l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie au cours de l'année 2020. Les activités de la société ont été lourdement impactées avec la fermeture de l'hôtel du 01/04/2020 au 31/05/2020.

Malgré une réouverture au cours de l'année suite au mesure de déconfinement, la mise en œuvre de nouvelles restrictions de déplacements liées à la seconde vague de la pandémie, notamment en France, a freiné la reprise au cours du deuxième semestre 2020.

Sur l'exercice 2020, le chiffre d'affaires s'élève à 4 474 504 euros, en recul de 23 % par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2019 qui s'élevait à 5 788 516 euros.

Néanmoins au regard des mesures économiques prises par le gouvernement d'une part et par le management de l'entreprise d'autre part, la continuité d'exploitation n'est à ce stade pas remise en question

2- La société a souscrit à des prêts garantis par l'Etat à hauteur de 1 447 000€

3- La crise sanitaire qui a frappé le pays a eu un impact significatif sur l'activité de la société qui s'est traduit par une fermeture de l'hôtel sur les périodes de confinement et a une activité anormalement réduite sur les périodes de réouverture de l'hôtel.

Cette crise a donc un impact direct sur la consommation effective des avantages économiques futurs de l'hôtel et a conduit la société à réviser le plan d'amortissement de ses immobilisations sur l'exercice en cours ainsi que sur les exercices futurs.

Dans le cadre des dispositions prévues par l'article 214-13 du règlement ANC 2014-03 pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, la société a considéré que les périodes d'inutilisation ainsi que les périodes de réduction d'activité ont permis de prolonger la durée de vie des actifs et, par conséquent, la société a reporté les dotations aux amortissements à la fin du plan d'amortissement initialement prévu. Lors de cet exercice le différé d'amortissement a eu un impact de 82 K€.

4- La société a obtenu de la part de l'URSSAF des aides qui se répartissent de la manière suivante :

- des exonérations de charges pour un montant de 76 475 euros
- des aides au paiement pour un montant de 77 294 euros

5- La crise sanitaire est toujours en cours, la société n'est donc pas en mesure d'en mesurer les impacts pour l'exercice 2021.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 182			34 182
Immobilisations incorporelles	34 182			34 182
- Terrains	95 306			95 306
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 336 985			1 336 985
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 549 397	82 001		1 631 397
- Installations générales, agencements aménagements divers	613 545	19 020		632 565
- Matériel de transport	24 261	32 736		56 997
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 980	5 584		33 563
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 647 473	139 341		3 786 813
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 763 208	225 219		4 988 427
- Autres titres immobilisés	1 453			1 453
- Prêts et autres immobilisations financières	83 333			83 333
Immobilisations financières	4 847 994	225 219		5 073 213
ACTIF IMMOBILISE	8 529 649	364 560		8 894 209

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		139 341	225 219	364 560
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		139 341	225 219	364 560
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS 4.C 56360 BANGOR	1 000	-183 710	100,00	107 255
SAS TEAM ILE 56360 BANGOR	1 000	-1 629 376	100,00	-3 263
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	2 000	2 000	4 986 427		
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 906	370		33 423
Immobilisations incorporelles	32 906	370		33 423
- Terrains	20 191	233		20 517
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	881 279	25 548		917 046
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 195 904	41 994		1 254 695
- Installations générales, agencements aménagements divers	545 613	10 060		559 698
- Matériel de transport	14 945	1 958		17 686
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 433	2 249		21 582
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 676 366	82 042		2 791 225
ACTIF IMMOBILISE	2 709 271	82 412		2 824 648

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 656 885 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	4 986 427		4 986 427
Prêts			
Autres	83 333		83 333
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	73 070	73 070	
Autres	425 642	425 642	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	88 412	88 412	
Total	5 656 885	587 125	5 069 760
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts créance 4c	35 034
Intérêts créance team ile	18 986
Charges sociales - produits à recev	42 651
Etats - prod. Ó recevoir	96 475
Total	193 145

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-10 000 000
Résultat de l'exercice précédent	10 666 755
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	666 755
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	666 755
Total des affectations	666 755

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	609 796				609 796
Réserve légale	60 980				60 980
Réserves générales	1 906 278				1 906 278
Report à Nouveau	-10 000 000	666 755	666 755	-10 000 000	666 755
Résultat de l'exercice	10 666 755	-10 666 755	-535 093	10 666 755	-535 093
Provisions réglementées	45 768				45 768
Total Capitaux Propres	3 289 577	-10 000 000	131 662	666 755	2 754 484

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	45 768			45 768
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	45 768			45 768
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 630 137 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 522 713		1 522 713	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 507	217 507		
Dettes fiscales et sociales	632 133	632 133		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 257 783	54 710	3 203 073	
Produits constatés d'avance				
Total	5 630 137	904 351	4 725 786	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice	1 447 000			
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	44 963			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenues	50 193
Dettes prov. congés payés	161 966
Charges sur congés à payer	51 584
Taxe d apprentissage	9 740
Etat - autres charges à payer	65 887
Total	339 370

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d avance	88 412		
Total	88 412		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Résultat exceptionnel

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	32 027	21 442
Produits exceptionnels sur opérations en capital		14 049 115
Reprises sur provisions et transferts de charge		1 358 392
Total des produits exceptionnels	32 027	15 428 949
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	48	4 689 255
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		18 989
Total des charges exceptionnelles	48	4 708 244
Résultat exceptionnel	31 979	10 720 705

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges	48	
Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes		-8 569
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		40 597
TOTAL	48	32 027

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2019, la société SAS 3.C est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS 3.C. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 65 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	60	
Ouvriers		
Total	64	

3.C.
Société par Actions Simplifiée
au capital de 609.796,07 euros
Siège social : Port Goulphar
56360 BANGOR
869 500 348 RCS LORIENT

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DES DELIBERATIONS
DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE
DU 17 JUIN 2021

(Affectation du résultat)

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter la perte de l'exercice s'élevant à 535.093 euros en totalité au compte « Report à nouveau » qui s'élève désormais à 131.662 euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

Exercices	Distribution totale	Dividendes éligibles à la réfaction de l'article 158-3, 2° du CGI	Dividendes non éligibles
31 décembre 2019	10.000.000 €	-	10.000.000 €
DUA 31 décembre 2018 (CGI, art 115)	2.117.697,88 €	-	2.117.697,88 €
31 décembre 2017	226.617,33 €	4.617,33 €	222 000,00 €

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Pour extrait certifié conforme

DocuSigned by:

F1C879C708D3461...

Le Président
SAS Ô VOYAGEURS
Représentée par son Président
SAS BEAUVAU CAPITAL
Elle-même représentée par
Son président, M. Benoît PÉTIN

3C

Rapport
Du Commissaire aux Comptes
Sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2020

SAS 3C

Port de Goulphar

56360 - BANGOR

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'Assemblée Générale de la société 3C,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société 3C relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels, qui expose le changement de méthode comptable lié à l'application du règlement ANC 2014-03 pour les petites entreprises définies à l'article L.123-16 du code de commerce relatif à la prolongation de la durée de vie des actifs en fonction des périodes d'inutilisation ainsi que des périodes de réduction d'activité

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D.441-6 du Code de commerce, pris en application de l'article L.441-6-1 dudit code, ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

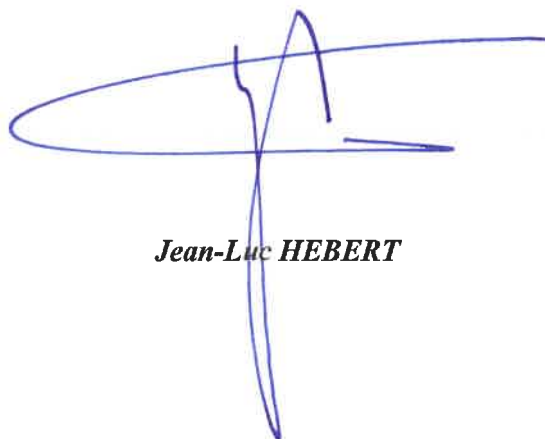
En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Rennes,
Le 2 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
DUMOUCEL & ASSOCIES



Jean-Luc HEBERT

 Bilan actif

	Brut	Amortissement Dépréciations	Net 31/12/2020	Net 31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, logiciels, droits & valeurs similaires	32 891	32 352	539	749
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	1 291	1 071	220	528
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Terrains	95 306	20 517	74 788	75 115
Constructions	1 336 985	917 046	419 939	455 706
Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 631 397	1 254 695	376 702	353 493
Autres immobilisations corporelles	723 125	598 966	124 159	86 794
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations (mise en équivalence)				
Autres participations	2 000		2 000	2 000
Créances rattachées aux participations	4 986 427		4 986 427	4 761 208
Autres titres immobilisés	1 453		1 453	1 453
Prêts				
Autres immobilisations financières	83 333		83 333	83 333
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	8 894 209	2 824 648	6 069 560	5 820 378
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	179 354		179 354	164 796
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Clients et comptes rattachés	73 070		73 070	145 524
Autres créances	425 642		425 642	279 803
Capital souscrit et appelé, non versé				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	1 855 464		1 855 464	1 280 792
Charges constatées d'avance (3)	88 412		88 412	175 396
TOTAL ACTIF CIRCULANT	2 621 943		2 621 943	2 046 311
Frais d'émission d'emprunt à évaluer				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	11 516 152	2 824 648	8 691 504	7 866 688
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)				
(3) Dont à plus d'un an (brut)				

 Bilan passif

	31/12/2020	31/12/2019
CAPITAUX PROPRES		
Capital	609 796	609 796
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	60 980	60 980
Réserves statutaires ou contractuelles	Elément des comptes annuels visés au présent rapport le Commissaire aux Comptes	
Réserves réglementées		
Autres réserves	1 906 278	1 906 278
Report à nouveau	666 755	-10 000 000
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-535 093	10 666 755
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	45 768	45 768
TOTAL CAPITAUX PROPRES	2 754 484	3 289 577
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 522 713	120 676
Emprunts et dettes financières diverses (3)	3 235 104	3 202 995
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	306 883	347 963
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 507	470 527
Dettes fiscales et sociales	632 133	382 844
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	22 679	52 107
Produits constatés d'avance		
TOTAL DETTES	5 937 020	4 577 111
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	8 691 504	7 866 688
(1) Dont à plus d'un an (a)	4 725 786	3 222 621
(1) Dont à moins d'un an (a)	904 351	1 006 528
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

Compte de résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Produits d'exploitation (1)		
Ventes de marchandises	1 779 961	2 273 670
Production vendue (biens)		
Production vendue (services)	2 694 543	3 514 847
Chiffre d'affaires net	4 474 504	5 788 516
<i>Dont à l'exportation</i>	<i>-70 769</i>	<i>7 168</i>
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	96 475	
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges		178 194
Autres produits	1 981	111
Total I	4 572 960	5 966 821
Charges d'exploitation (2)		
Achats de marchandises	656 030	772 876
Variations de stock	-12 982	-6 091
Achats de matières premières et autres approvisionnements	89 025	123 786
Variations de stock	-1 576	-32 524
Autres achats et charges externes (a)	2 091 965	2 113 367
Impôts, taxes et versements assimilés	143 504	123 096
Salaires et traitements	1 735 983	1 939 702
Charges sociales	340 043	624 249
Dotations aux amortissements et dépréciations :		
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	115 377	329 671
- Sur immobilisations : dotations aux dépréciations		
- Sur actif circulant : dotations aux dépréciations		
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres charges	5 191	4 910
Total II	5 162 560	5 993 040
RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-589 600	-26 219
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée III		
Perte supportée ou bénéfice transféré IV		
Produits financiers		
De participation (3)		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (3)		2
Autres intérêts et produits assimilés (3)	55 237	18 039
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total V	55 237	18 041
Charges financières		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées (4)	32 709	45 771
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total VI	32 709	45 771
RESULTAT FINANCIER (V-VI)	22 527	-27 730
RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV+V-VI)	-567 072	-53 950

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Compte de résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels		
Sur opérations de gestion	32 027,36	21 441,84
Sur opérations en capital		14 049 114,63
Reprises sur provisions et dépréciation et transferts de charges		1 358 392,38
Total produits exceptionnels (VII)	32 027,36	15 428 948,85
Sur opérations en capital	48,00	4 689 254,97
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		18 989,26
Total charges exceptionnelles (VIII)	48,00	4 708 244,23
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	31 979,36	10 720 704,62
Total des produits (I+III+V+VII)	4 660 224,05	21 413 810,14
Total des charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)	5 195 317,11	10 747 055,15
BENEFICE OU PERTE	-535 093,06	10 666 754,99

Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SAS 3.C

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2020, dont le total est de 8 691 504 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégagant une perte de 535 093 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2020 au 31/12/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 17/05/2021 par les dirigeants de l'entreprise.

Élément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2020 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2016-07 du 04 novembre 2016 relatif au PCG et à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Terrains et aménagements : 50 ans
- * Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de transport : 4 à 5 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

Règles et méthodes comptables

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'entreprise a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale.

Stocks

Les coûts d'acquisition des stocks comprennent le prix d'achat, les droits de douane et autres taxes, à l'exclusion des taxes ultérieurement récupérables par l'entité auprès des administrations fiscales, ainsi que les frais de transport, de manutention et autres coûts directement attribuables au coût de revient des matières premières, des marchandises, des encours de production et des produits finis. Les rabais commerciaux, remises, escomptes de règlement et autres éléments similaires sont déduits pour déterminer les coûts d'acquisition.

Les stocks sont évalués suivant la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques et sauf écart significatif, le dernier prix d'achat connu a été retenu.

Une dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est prise en compte lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Frais d'émission des emprunts

Les frais d'émission des emprunts sont pris en compte immédiatement dans les charges de l'exercice.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 est susceptible d'avoir des impacts significatifs sur le patrimoine, la situation financière et les résultats des entreprises. Une information comptable pertinente sur ces impacts constitue un élément clé des comptes de la période concernée.

Pour cela, l'entreprise a retenu une approche ciblée pour exprimer les principaux impacts pertinents sur la performance de l'exercice et sur sa situation financière. Cette approche est recommandée par l'Autorité des Normes Comptables dans la note du 18 mai 2020 pour fournir les informations concernant les effets de l'événement Covid-19 sur ses comptes.

Méthodologie suivie

Les informations fournies portent sur les principaux impacts, jugés pertinents, de l'événement qui sont enregistrés dans ses comptes. Il a été fait une distinction entre les effets ponctuels et les effets structurels. Ces effets sont détaillés en tenant compte des interactions et incidences de l'événement sur les agrégats usuels en appréciant les impacts bruts et nets. Les mesures de soutien dont elle a pu bénéficier sont également évaluées.



Règles et méthodes comptables

L'événement Covid-19 étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Faits caractéristiques

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Autres éléments significatifs

1- Impact de la crise sanitaire Covid-19

La propagation du virus Covid-19 à l'échelle mondiale ainsi que les mesures prises par les gouvernements pour freiner son expansion (notamment l'interdiction de voyager, les fermetures de frontières et les mesures de confinement) ont brutalement affecté l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie au cours de l'année 2020. Les activités de la société ont été lourdement impactées avec la fermeture de l'hôtel du 01/04/2020 au 31/05/2020.

Malgré une réouverture au cours de l'année suite au mesure de déconfinement, la mise en œuvre de nouvelles restrictions de déplacements liées à la seconde vague de la pandémie, notamment en France, a freiné la reprise au cours du deuxième semestre 2020.

Sur l'exercice 2020, le chiffre d'affaires s'élève à 4 474 504 euros, en recul de 23 % par rapport au chiffre d'affaires de l'exercice 2019 qui s'élevait à 5 788 516 euros.

Néanmoins au regard des mesures économiques prises par le gouvernement d'une part et par le management de l'entreprise d'autre part, la continuité d'exploitation n'est à ce stade pas remise en question

2- La société a souscrit à des prêts garantis par l'Etat à hauteur de 1 447 000€

3- La crise sanitaire qui a frappé le pays a eu un impact significatif sur l'activité de la société qui s'est traduit par une fermeture de l'hôtel sur les périodes de confinement et a une activité anormalement réduite sur les périodes de réouverture de l'hôtel.

Cette crise a donc un impact direct sur la consommation effective des avantages économiques futurs de l'hôtel et a conduit la société à réviser le plan d'amortissement de ses immobilisations sur l'exercice en cours ainsi que sur les exercices futurs.

Dans le cadre des dispositions prévues par l'article 214-13 du règlement ANC 2014-03 pour les petites entreprises définies à l'article L. 123-16 du code de commerce, la société a considéré que les périodes d'inutilisation ainsi que les périodes de réduction d'activité ont permis de prolonger la durée de vie des actifs et, par conséquent, la société a reporté les dotations aux amortissements à la fin du plan d'amortissement initialement prévu. Lors de cet exercice le différé d'amortissement a eu un impact de 82 K€.

4- La société a obtenu de la part de l'URSSAF des aides qui se répartissent de la manière suivante :

- des exonérations de charges pour un montant de 76 475 euros
- des aides au paiement pour un montant de 77 294 euros

5- La crise sanitaire est toujours en cours, la société n'est donc pas en mesure d'en mesurer les impacts pour l'exercice 2021.

Notes sur le bilan

Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	34 182			34 182
Immobilisations incorporelles	34 182			34 182
- Terrains	95 306			95 306
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	1 336 985			1 336 985
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 549 397	82 001		1 631 397
- Installations générales, agencements aménagements divers	613 545	19 020		632 565
- Matériel de transport	24 261	32 736		56 997
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	27 980	5 584		33 563
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	3 647 473	139 341		3 786 813
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	4 763 208	225 219		4 988 427
- Autres titres immobilisés	1 453			1 453
- Prêts et autres immobilisations financières	83 333			83 333
Immobilisations financières	4 847 994	225 219		5 073 213
ACTIF IMMOBILISE	8 529 649	364 560		8 894 209

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	Elément des comptes annuels visés au présent rapport le Commissaire aux Comptes	139 341	225 219	364 560
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		139 341	225 219	364 560
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice				

Notes sur le bilan

Immobilisations financières

Liste des filiales et participations

Renseignements détaillés sur chaque titre

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-part du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
- Filiales (détenues à + 50 %)				
SAS 4.C 56360 BANGOR	1 000	-183 710	100,00	107 255
SAS TEAM ILE 56360 BANGOR	1 000	-1 629 376	100,00	-3 263
- Participations (détenues entre 10 et 50%)				

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Renseignements globaux sur toutes les filiales

	Valeur comptable Brute	Valeur comptable Nette	Montant des prêts et avances	Cautions et avals	Dividendes encaissés
- Filiales (détenues à + 50 %)	2 000	2 000	4 986 427		
- Participations (détenues entre 10 et 50%)					
- Autres filiales françaises					
- Autres filiales étrangères					
- Autres participations françaises					
- Autres participations étrangères					

Notes sur le bilan

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	32 906	370		33 423
Immobilisations incorporelles	32 906	370		33 423
- Terrains	20 191	233		20 517
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions	881 279	25 548		917 046
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	1 195 904	41 994		1 254 695
- Installations générales, agencements aménagements divers	545 613	10 060		559 698
- Matériel de transport	14 945	1 958		17 686
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	18 433	2 249		21 582
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	2 676 366	82 042		2 791 225
ACTIF IMMOBILISE	2 709 271	82 412		2 824 648

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Notes sur le bilan

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 5 656 885 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations	4 986 427		4 986 427
Prêts			
Autres	83 333		83 333
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	73 070	73 070	
Autres	425 642	425 642	
Capital souscrit - appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	88 412	88 412	
Total	5 656 885	587 125	5 069 760
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Produits à recevoir

	Montant
Intérêts créance 4c	35 034
Intérêts créance team ile	18 986
Charges sociales - produits à recev	42 651
Etats - prod. Ó recevoir	96 475
Total	193 145

Notes sur le bilan

Capitaux propres

Affectation du résultat

	Montant
Report à Nouveau de l'exercice précédent	-10 000 000
Résultat de l'exercice précédent	10 666 755
Prélèvements sur les réserves	
Total des origines	666 755
Affectations aux réserves	
Distributions	
Autres répartitions	
Report à Nouveau	666 755
Total des affectations	666 755

Tableau de variation des capitaux propres

	Solde au 01/01/2020	Affectation des résultats	Augmentations	Diminutions	Solde au 31/12/2020
Capital	609 796				609 796
Réserve légale	60 980				60 980
Réserves générales	1 906 278				1 906 278
Report à Nouveau	-10 000 000	666 755	666 755	-10 000 000	666 755
Résultat de l'exercice	10 666 755	-10 666 755	-535 093	10 666 755	-535 093
Provisions réglementées	45 768				45 768
Total Capitaux Propres	3 289 577	-10 000 000	131 662	666 755	2 754 484

Notes sur le bilan

Provisions réglementées

	Provisions au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Reconstitution des gisements pétroliers				
Pour investissements				
Pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	45 768			45 768
Prêts d'installation				
Autres provisions				
Total	45 768			45 768
Répartition des dotations et reprises :				
Exploitation				
Financières				
Exceptionnelles				

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 5 630 137 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	1 522 713		1 522 713	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	217 507	217 507		
Dettes fiscales et sociales	632 133	632 133		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	3 257 783	54 710	3 203 073	
Produits constatés d'avance				
Total	5 630 137	904 351	4 725 786	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	-1 402 037			
(**) Dont envers les associés				

Notes sur le bilan

Charges à payer

	Montant
Fournisseurs-factures non parvenues	50 193
Dettes prov. congés payés	161 966
Charges sur congés à payer	51 584
Taxe d'apprentissage	9 740
Etat - autres charges à payer	65 887
Total	339 370

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Comptes de régularisation

Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
Charges constatées d'avance	88 412		
Total	88 412		

Notes sur le compte de résultat

Charges et Produits exceptionnels

Résultat exceptionnel

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes

Résultat exceptionnel

	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	32 027	21 442
Produits exceptionnels sur opérations en capital		14 049 115
Reprises sur provisions et transferts de charge		1 358 392
Total des produits exceptionnels	32 027	15 428 949
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	48	4 689 255
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		18 989
Total des charges exceptionnelles	48	4 708 244
Résultat exceptionnel	31 979	10 720 705

Opérations de l'exercice

	Charges	Produits
Autres charges	48	
Dédits et pénalités perçus sur achats et sur ventes		-8 569
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		40 597
TOTAL	48	32 027

Impôts sur les bénéfices - Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/01/2019, la société SAS 3.C est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SAS 3.C. Elle agit en qualité de tête de groupe.

Autres informations

Effectif

Effectif moyen du personnel : 65 personnes.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	4	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés	60	
Ouvriers		
Total	64	

Elément des comptes annuels
visés au présent rapport
le Commissaire aux Comptes